

Inégalités, identité, migrants... les grands disparus de la double campagne Présidentielle, Législatives



Au cours de ces dernières années, l'opinion publique a pu se structurer politiquement autour des questions des inégalités, de la crise des migrants, et de l'identité. Pourtant, ces questions semblent avoir "disparues" du débat politique post élections présidentielles.

Avec Daniel
Tourre

Atlantico : Comment expliquer cette situation ? En quoi le succès d'Emmanuel Macron a-t-il pu mettre le voile sur ces thématiques pourtant prioritaires pour les Français ?

Daniel Tourre : A vrai dire, aucune thématique n'a été abordée lors de cette campagne législative. Le débat a d'abord subi le même sort que la présidentielle avec François Fillon, une succession de révélations autour de Ferrand, avec très peu de contenu politique.

De surcroît En Marche n'avait pas intérêt à s'exposer. Emmanuel Macron a fait une campagne très floue et une partie de ses candidats aux législatives n'était sans doute même pas capable de défendre ce projet. Le démagisme est le moteur de "En Marche !", pourquoi le casser en se fâchant sur des débats de fond ?

LR tendance Baroin n'a pas grand chose à dire le différenciant réellement de En Marche. Fillon et sa tentative, pourtant très timide, d'une offre parlant à la fois l'aile libérale d'une part et l'aile patriote/conservatrice de la droite d'autre part était un accident industriel dû à la primaire. Cet accident a court-circuité les dirigeants LR. Avec Baroin, LR est revenu sur sa ligne pépère clientéliste, sans vision et sans beaucoup d'audace, pas de quoi imposer des débats, surtout après une défaite.

Quant au FN, il est en implosion lente devant le plafond de béton lui permettant d'accéder au pouvoir. Marine Le Pen reste sur une ligne éco très antilibérale, qu'elle défend d'ailleurs assez mal, loin des thématiques que vous évoquiez.

Maxime Tandonnet : Nous sommes dans une situation d'évolution de la vie politique qui s'éloigne de plus en plus des questions de fond des sujets de société conformément au système américain. On se focalise de plus en plus sur l'image des hommes politiques, leur apparence, leur charisme. Cela se fait au détriment des enjeux de fond. C'est en parti lié à la médiatisation de la vie politique et au fait que les émotions l'emportent sur le sujet de fond. Il y a les exemples que vous citez bien sûr mais c'est valable aussi pour tous les autres sujets. Aujourd'hui la tendance est à parler de choses très concrètes, très précises mais il n'y a plus de débats de fond sur les grands sujets de société, ça c'est le passé malheureusement. Aujourd'hui toute la politique plonge dans le grand spectacle..

Ces thématiques sont-elles encore prioritaires pour les Français ? Après le moment "conjoncturel" des

différents scrutins, quelle est la probabilité que celles-ci puissent restructurer le débat au cours des prochains mois et des prochaines années ?

Daniel Tourre : Aucun sujet présent lors du début de cet interminable marathon politique, il y a 10 mois, n'a disparu. D'un point de vue libéral, le reflux de la sphère étatique, la baisse réelle des impôts, qui ne peut passer que par une redéfinition du secteur public, et la simplification réglementaire sont toujours d'actualité. Le risque est que la politique d'Emmanuel Macron fasse ramer le secteur privé plus dur et plus fort pour écoper, mais sans boucher les trous du secteur public.

Sur les migrants ou l'identité la droite ne pourra sortir de son cul-de-sac électoral sans les affronter et Emmanuel Macron ne pourra pas gouverner sereinement sans commencer à les traiter d'une manière ou d'une autre.

Sur la crise des migrants, la droite devra soit plaider pour une Europe plus ouverte, mais avec des restrictions fortes sur l'accès au système social et sur l'accès à la nationalité pour les nouveaux arrivants. Soit conserver le système à l'identique mais en expliquant comment elle peut fermer les frontières. Dans tous les cas, le curieux discours immigrationniste, où le politique serait chargé de veiller à la qualité de population par l'importation de jeunes pour maximiser des indicateurs économiques, un peu comme les DRH d'une entreprise gèrent leurs salariés, est à bout de souffle. Le sujet est culturel, politique avant d'être économique.

Sur l'UE, la droite devra aussi expliquer si elle souhaite préserver l'Etat-Nation ou si elle souhaite aller vers une forme de fédéralisme UE. Mais le fédéralisme ne pourra s'épanouir qu'en définissant une identité Européenne qui ne soit pas seulement des valeurs universelles. Avec une UE qui s'est largement construite dans l'après-guerre dans une défiance de tout ce qui constitue une identité particulière, bien sûr nationale, mais aussi paradoxalement Européenne, cela serait une sacrée évolution.

Le débat sera aussi structuré par les initiatives d'Emmanuel Macron. Ses initiatives restent assez imprévisibles, d'autant que l'on a vu qu'il a le sens de la transgression comme celui de la tradition et pas seulement pour des raisons électoralistes. Il part tout de même avec un handicap ; une gauche de plus en plus tiraillée entre son aile moderne Républicaine et son aile postmoderne multiculturaliste. Cette tectonique des plaques va s'exacerber encore et va être un handicap majeur pour le camp progressiste ces prochaines années. Elle peut se révéler désastreuse pour Macron en des temps d'offensive islamiste où ses ambiguïtés seront scrutées.

Maxime Tandonnet : Les préoccupations de la majorité silencieuse restent les mêmes. Aux trois que vous citez j'ajouterai l'insécurité quotidienne, la lutte contre le chômage... Ce sont des préoccupations occultées par cette politique spectacle dont je vous parlais. Ces préoccupations demeurent et le risque est de voir le clivage entre le monde politico-médiatique et la France profonde s'aggraver. Le sondage CEVIPOF de cette année sur la confiance envers les politiques montrait que 89% des Français considéraient que "les politiques ne tiennent pas compte de ce qu'ils pensent".

C'est très difficile à dire que ces préoccupations vont restructurer le débat politique dans les prochains temps. Nous sommes dans un tel degré de fuite dans les limbes du débat politique qu'il y a un risque que les politiques continuent à tout faire pour éloigner les débats de fond de la société française.

Quel est le risque pris de ne pas affronter ces thématiques de front ? La volatilité de l'électorat, qui a pu être à l'origine de la victoire d'Emmanuel Macron, est elle susceptible de

Daniel Tourre : Le risque serait la prise de pouvoir par l'extrême-droite ou l'extrême-gauche en 2022, sur un battement d'ailes de papillon, après un mandat infernal pour Emmanuel Macron.

Mais elles seront probablement abordées, simplement elles le seront en dehors de la sphère politique pour un temps. Il ne faut de toute manière jamais trop attendre d'une campagne électorale...

Maxime Tandonnet : Le grand risque de la vie politique française c'est d'abord ce décalage entre les inquiétudes profondes des Français et la manière dont la classe politique met en avant le spectacle et le destin individuel des personnes. En mettant en avant la personnalisation des choses au détriment du débat de fond il y a un risque de refouler les inquiétudes des Français et que dès lors ils retournent vers des solutions extrêmes de gauche comme de droite et une radicalisation du vote. Je ne serais pas étonné que l'on voit des partis extrémistes, utopistes ou idéologiques qui s'emparent de ces sujets et qui les traitent de manière idéologique.

Maintenant je reste persuadé que l'opinion publique reste profondément déboussolée même si l'on est dans une phase de relative euphorie médiatique.